

Les dirigeants socialistes ont amorcé une réflexion approfondie sur la défense

Le comité directeur du parti socialiste, qui a siégé samedi 12 juin, a consacré l'essentiel de ses travaux à un débat sur la défense nationale. A la demande de M. François Mitterrand, trois rapports ont été présentés. M. Charles Hernu a développé les idées déjà exposées dans *l'Unité* (*Le Monde* du 11 juin).

Tout en soulignant « la connivence de Valéry Giscard d'Estaing avec le Pentagone », il a noté que « s'il y a un changement dans la politique du président de la République, il doit bien être entendu que ni de Gaulle ni Georges Pompidou n'avaient, en vérité, quitté l'alliance atlantique ». « Jamais, a-t-il affirmé, il n'y a eu de politique « tous azimuts » : la discussion en cours au sein de la majorité revêt le caractère d'un règlement de comptes. »

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, membre de la minorité du P.S., s'est demandé si le rapprochement de M. Giscard d'Estaing avec l'OTAN n'a pas pour objectif d'empêcher la gauche de parvenir au pouvoir. Il a souhaité que la gauche privilégie l'indépendance nationale sans exclure la possibilité d'une défense européenne et il a, une nouvelle fois, préconisé de tendre la main aux gaullistes.

Enfin, M. Robert Pontillon, membre du secrétariat du P.S., a noté que des changements sont intervenus dans l'OTAN et qu'une rupture de la parité des forces avec celles des membres du pacte de Varsovie peut être constatée, ce qui place l'Europe en situation de vulnérabilité dans toutes les formes de conflits, y compris conventionnels. Selon lui, l'évolution observée en France traduit un retour à une certaine cohérence dans l'OTAN, où les paroles correspondent de nouveau aux faits.

Dans le cours du débat, M. Michel Rocard a noté que les risques de conflits armés restent réels et il a invité les dirigeants socialistes à méditer une déclaration de M. Carter, candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis, qui a indiqué qu'il ne prendrait au sérieux un risque de guerre que si le territoire américain était directement menacé. M. Rocard en a conclu que seule la dissuasion nucléaire française peut être crédible en Europe.

M. Didier Mochane, animateur du CERES, s'est indigné que, le P.S. puisse garder le silence sur les récentes déclarations du président de la République et du général Méry et a souligné que la persistance d'un certain anti-

gaullisme au sein du P.S. limite sa capacité de lutte contre le retour à l'atlantisme. M. Philippe Macheferf, en revanche, a reproché aux membres de la minorité leur récupération du gaullisme, et il s'est prononcé contre toute idée d'une France neutraliste.

M. François Mitterrand, qui n'a pas pris part à la discussion, a conclu en indiquant qu'un rapport indicatif sur les questions de défense sera présenté, en septembre, au comité directeur. Il a relevé que le contenu du programme commun sur ces questions est de plus en plus éloigné de ce qui se dit au sein du P.S., mais que ce programme commun doit rester la loi du parti. Seule une convention nationale pourrait modifier les orientations du parti socialiste. Le premier secrétaire a néanmoins invité les cadres du P.S. à poursuivre leur travail d'approfondissement.

Le matin, les dirigeants socialistes s'étaient préoccupés de définir un « code de bonne conduite » pour régler les rapports entre la majorité et la minorité du parti. M. Gérard Jaquet, avait été chargé de mettre au point ce document qui précise, par exemple, que les publications éditées par les courants, voire les « sous-courants » du parti ne pourront avoir qu'un caractère strictement interne et ne devront pas donner lieu à des analyses ou commentaires de presse. Les réunions de ces courants seront également réglementées. Le but recherché est d'éviter qu'un courant de pensée devienne « un parti dans le parti ». Toutes les initiatives publiques de ces courants sont donc soumises à l'autorisation préalable du bureau exécutif (au sein duquel la minorité est représentée).

Ces dispositions ont été adoptées à l'unanimité, les minoritaires du CERES ne prenant pas part au vote afin de marquer leur opposition à un texte qui, estiment-ils, pose le problème de l'expression de la minorité au sein du parti.

M. Pierre Bérégovoy a, d'autre part, rendu compte des travaux du comité de liaison de la gauche (*Le Monde* daté 13-14 juin). En ce qui concerne les élections municipales, M. Claude Estier, porte-parole du P.S., a précisé que sa formation reste attachée à la recherche de l'union la plus large mais au niveau départemental. Avant la prochaine rencontre « au sommet » des dirigeants de l'union de la gauche, le 28 juin, M. Estier a laissé entendre que des conver-

sations auront lieu qui devraient permettre d'aboutir à un accord.

Le comité directeur a également évoqué la relance des groupes de travail chargés d'actualiser le programme commun. A ce propos, le P.S. souligne qu'il importe de « ne pas séparer le principe des nationalisations de leur contenu démocratique ».

● M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a déclaré dimanche 13 juin à La Norville (Essonne) à propos des travaux du comité directeur du P.S. et de la volonté des socialistes de conclure des accords au niveau départemental pour les futures élections municipales : « Comment ne pas penser que le parti socialiste songe encore à faire appel ici ou là au soutien ouvert ou camouflé de la droite, à essayer d'obtenir les voix communistes tout en refusant au parti communiste sa juste place dans le conseil municipal ? Cela n'est ni convenable ni acceptable. »

LES ANCIENS COMBATTANTS DE LA RÉSISTANCE : Pétain s'est associé à l'occupant.

L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, tout en rappelant que « les résistants éprouvent le plus grand respect pour les morts de Verdun et pour les survivants », indique, lundi 14 juin, qu'elle « ne saurait approuver les termes employés par M. le président de la République pour caractériser l'action de Pétain pendant la deuxième guerre mondiale ». Elle ajoute : « Pétain n'a pas été « associé à des défaillances ». L'expression peut être appliquée à des gens qui, abusés, l'ont suivi, mais Pétain a été le chef de la collaboration avec l'envahisseur. Il s'est associé à l'occupant hitlérien. Après Montoire, il a revendiqué d'être seul responsable devant l'histoire. »

L'Association dénonce d'autre part comme « un nouveau scandale » le fait que France-Inter « ait, une fois de plus, donné la parole unilatéralement à M^e Isorni ». Elle demande qu'un résistant soit mis en mesure d'exposer, pour le même auditoire, les faits qui ont amené la condamnation à mort de Pétain pour intelligence avec l'ennemi.